

RAPPORT SEMESTRIEL 2007**Groupe MEDIAGERANCE**

Société anonyme au capital de 5 484 964 €.
Siège social : 125 rue de Saussure 75017 Paris.
399 364 751 R.C.S. Paris

A/ Comptes semestriels consolidés

L'ensemble des états financiers est présenté en milliers d'euros.

1.1. – 1.2. Bilan consolidé

Actifs	Note	Juin 2007	Décembre 2006
Actifs non courants :	2.41		
Goodwill		3 164	3 164
Immobilisations incorporelles		59	39
Immobilisations corporelles		913	1 029
Autres actifs financiers		226	169
Impôts différés		97	278
Participation mise en équivalence			
Total actifs non courants		4 459	4 679
Actifs courants :	2.42		
Stocks			
Autres débiteurs		8 495	7 241
Trésorerie		730	610
Total actifs courants		9 225	7 851
Total des actifs		13 684	12 530

Capitaux propres et passifs	Note	Juin 2007	Décembre 2006
Capitaux propres :			
Capital souscrit		5 485	5 485
Primes d'émission			
Réserves consolidées		- 2 862	- 2 599
Titres en autocontrôle			- 344
Résultat de la période		465	421
Total des capitaux propres		3 088	2 963
Passifs non courants :	2.43		
Emprunts à plus d'un an		375	561
Impôts différés		28	26
Provision à long terme		104	122
Total passifs non courants		507	709
Passifs courants :	2.44		
Provision à court terme		47	74
Fournisseurs		4 416	3 316
Emprunts à moins d'un an		910	853
Autres créditeurs		4 528	4 411
Subvention d'investissement		188	204
Total passifs courants		10 089	8 858
Total des capitaux propres et passifs		13 684	12 530

1.3. Compte de résultat

	Note	06/2007	12/2006	06/ 2006
Chiffre d'affaires		12 302	22 349	12 650
Achats consommés et Charges externes		- 6 380	-10 231	-5 668
Charges de personnel		- 5 086	-10 618	-5 761
Impôts et taxes		- 213	- 408	-219
Amortissements et dépréciations	2.46	- 204	- 492	-256
Autres Produits & charges opérationnelles	2.45	291	305	3
Résultat opérationnel Courant		710	905	749
Cession d'immobilisation		-26	-21	
Provision sur créances liées à variation de périmètre			-40	
Reprise de provision sur créances liées à variation de périmètre				
Résultat opérationnel		684	844	749
Charges financières nettes	2.47	-30	- 75	- 33
Résultat avant impôt et avant résultat des activités arrêtés		654	769	716
Charges d'impôts	2.48	-189	- 348	-231
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net après impôt et avant résultat des activités arrêtées		465	421	485
Résultat lié aux activités arrêtées				
Résultat net après impôt		465	421	485
Résultat par action				
Avant dilution	2.49	0.1 3	0.11	0.13
Après dilution		0.13	0.11	0.13

1.4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et autres instruments de placements, sous déduction des découverts bancaires.

RUBRIQUES	30/06/07	31/12/06
Résultat net des sociétés intégrées	465	421
Amortissements et provisions	206	397
Variation des impôts différés	183	351
Plus values de cession, nettes d'impôts	27	21
Autres produits et charges calculées	-18	-36
Capacité d'autofinancement	863	1 154
Variation du besoin en fonds de roulement	-37	11
Flux net de trésorerie généré par l'activité	826	1 165
Acquisition d'immobilisations	-217	-589
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts	8	127
Incidence des variations de périmètres		

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-209		-462
Augmentation de capital en numéraire				
Distribution de dividende		-185		-185
Rachats d'actions		-187		
Emissions d'emprunts		16		495
Remboursements d'emprunts		-286		-593
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-642		-283
Variations de trésorerie		-25		420
Trésorerie d'ouverture		284		-136
Trésorerie de clôture		259		284

1.5. Capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Situation à la clôture de l'exercice 2005	12203	6 017	-15 885	392	2 727
Distribution de dividendes			-185		-185
Augmentation de capital					
Réduction de Capital	-6 718	-6 017	12 735		
Affectation du résultat 2005			392	-392	
Résultat de l'exercice 2006				421	421
Situation à la clôture de l'exercice 2006	5 485	0	-2 943	421	2 963
Résultat 30 Juin 2007				465	465
Distribution de dividendes			-185		-185
Plan d'attribution gratuite d'actions			33		33
Réduction de capital					
Actions propres			-188		-188
Affectation du résultat 2006			421	-421	
Situation au 30 Juin 2007	5 485	0	-2 862	465	3 088

2. Notes annexes aux états financiers consolidés.

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Mediagérance sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne. Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

Les comptes consolidés semestriels du groupe sont établis en conformité avec IAS 34 et présentent un jeu d'états financiers résumés.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés sont identiques à ceux appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2006. Les normes IFRS et les interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 n'ont pas eu d'impact sur les états financiers au 30 Juin 2007.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations publiées qui sont d'application obligatoire postérieure au 31 décembre 2007. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces nouvelles règles modifient de manière substantielle le contenu ou la présentation de ces états financiers consolidés

La publication des états financiers a été autorisée par le Conseil d'Administration du 9 octobre 2007.

2.1. Présentation du groupe

Le groupe Mediagérance exerce son activité dans le domaine de la communication hors media. Il propose une offre globale de communication opérationnelle dans les domaines commerciaux, marketing et financiers auprès des grands comptes. Les principales activités du groupe sont la gestion des supports de communication pour le compte des clients et le traitement de l'image.

La société Groupe Mediagérance est une société anonyme dont le siège social est à Paris, 125 rue de Saussure 75017 Paris

2.2. Principes et méthodes comptables

Toutes les sociétés, sur la base de leurs arrêtés au 30 Juin couvrent, une période de 6 mois. Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique hormis les instruments financiers et les actifs financiers disponibles à la vente qui sont évalués à la juste valeur.

2.2.1. Application des normes IFRS

Le Groupe a adopté les normes IFRS pour la première fois au 1^{er} janvier 2005.

Hormis les regroupements d'entreprise, les engagements de retraite (écarts actuariels) ainsi que les instruments financiers, il n'y a pas eu d'autres dérogations à l'application rétrospective des IFRS.

2.2.2. Principe de préparation des comptes annuels.

Les comptes consolidés annuels de Groupe Mediagérance et de ses filiales sont préparés conformément aux règles et principes comptables présentés ci-dessous.

Les informations chiffrées contenues dans cette annexe aux comptes consolidés sont présentées en milliers d'euros.

2.2.3. Utilisation d'hypothèses et d'estimations.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- les tests de dépréciation (notamment sur les goodwill)
- les provisions pour départ en retraite ;
- les provisions pour stocks options.

2.2.4. Principe de consolidation.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect par la détention de plus de 50% des droits de vote émis sont consolidées par intégration globale.

Le GIE de L'ARBRE détenu à hauteur de 33.33 % est consolidé par intégration proportionnelle.

La SA UNIPROD détenue à hauteur de 35 % est consolidée par mise en équivalence

Les soldes bilanciaux et transactions réciproques sont éliminés en totalité dans les sociétés intégrées.

La consolidation est réalisée à partir des arrêtés semestriels au 30 Juin 2007

2.2.5. Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les filiales utilisent l'euro comme monnaie de tenue

2.2.6. Transactions en devises étrangères.

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euro aux taux de change de clôture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le compte de résultat.

2.2.7. Immobilisations incorporelles

2.2.7.1. Principes

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan au coût historique. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles. Les actifs incorporels résultant de l'évaluation des actifs des entités acquises, sont enregistrés au bilan à leur coût historique. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

2.2.7.2. Ecart d'acquisition

Lors de regroupement d'entreprises, un écart d'acquisition est constaté, correspondant à l'excédent du coût de ce regroupement sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette comptabilisée des actifs et passifs éventuels identifiables. Ces écarts ne sont plus amortis depuis le 01/01/2004 mais comptabilisés au coût diminué du montant annulé des dépréciations. Ils font l'objet de tests de dépréciation.

2.2.7.3. Coûts de développement

Les coûts de développement engagés au cours de l'exercice ont été intégralement comptabilisés en charges opérationnelles dans la mesure où l'ensemble des critères prévus par la norme IAS 38 pour les comptabiliser en immobilisation ne sont pas réunis.

2.2.7.4. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de logiciels et sont amorties linéairement sur 3 ans (durée d'utilisation prévue)

2.2.8. Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériels informatiques, enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur supplémentaires, selon le traitement de la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés en mode linéaire selon les durées attendues d'utilisation suivantes :

- Mobiliers & Agencements divers : 8 ans
- Matériels de production : 5 ans
- Matériels informatique : 3 ans
- Matériels de transport : 4 ans avec prise en compte d'une valeur résiduelle.

2.2.9. Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est à dire qu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17. Les contrats de location-financement ne sont retraités que lorsque l'impact est significatif. Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dettes financières. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

2.2.10. Dépréciation des actifs à long terme.

Pour les actifs incorporels (GOODWILL) le Groupe procède à des tests de dépréciation sur la base des flux de trésorerie actualisés au moins une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. L'actualisation est réalisée à un taux prenant en compte les taux d'OAT 10 ans (3,98%), un taux de prime de risque de marché actions de Paris (6,81%), le taux de croissance à l'infini (2,50%) et d'un coefficient Beta propre à Groupe Mediagérance La valorisation est déterminée sur la base d'un business plan à 3 ans.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des filiales auxquelles ces actifs peuvent être affectés. Les Goodwill sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux unités génératrices de trésorerie est cohérente avec la manière dont le management du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une filiale est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur, affectée prioritairement aux écarts d'acquisition, est comptabilisée.

2.2.11. Clients et créances d'exploitation.

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

Les en-cours de services comprenant les travaux effectués non encore facturés ont été reclassés dans les créances clients en factures à établir.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

2.2.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Ce poste comprend exclusivement des comptes courants ouverts auprès d'établissements de crédit

2.2.13. Instruments financiers à terme.

Le Groupe Mediagérance n'utilise pas d'instruments financiers tels que swaps, options ou contrats à terme, etc.

2.2.14. Impôts exigibles

Il existe au sein du groupe un périmètre d'intégration fiscale composé des sociétés suivantes :

- Groupe Mediagérance
- Mediagérance SAS
- Franklin Partners
- MDG Audio
- Place du marché (Anc Labo IV)

Chaque société dont le résultat est bénéficiaire constate dans ces comptes sociaux la charge d'impôt qu'elle supporterait comme si elle n'était pas membre du groupe.

Le produit d'impôt correspondant à l'économie réalisée du fait des sociétés déficitaires est comptabilisé au compte de résultat de la société mère.

2.2.15. Impôts différés.

Les variations d'impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés ne sont pas enregistrées au semestre compte tenu du caractère non significatif.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

2.2.16. Actions propres.

Les actions Groupe Mediagérance détenues soit directement soit par la sous-filiale Franklin Partners sont comptabilisées à leur coût amorti en réduction des capitaux propres.

Les gains découlant de la vente des actions propres intervenus au cours de l'exercice sont déduits des capitaux propres, nets des effets d'impôt.

2.2.17. Plans d'options d'achat et d'option de souscription d'actions.

Un plan d'option d'achat et d'option de souscription d'actions en date du 24 juillet 2001 est accordé à certains salariés du Groupe.

Lors de la transition au référentiel IFRS, le Groupe a opté pour le retraitement uniquement des contrats de stock-options attribués après le 7 novembre 2002 et pour lesquels la date d'acquisition est postérieure au 1er janvier 2005. Aucun plan n'a été émis par le groupe après le 24/07/2001 et aucun retraitement n'est en conséquence constaté.

Plan d'option de souscription du 24 juillet 2001

Nombre d'option initial	Prix		Durée	Nombre d'option disponible	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'option non attribuées
	de souscription	d'attribution				
55 900		5.83	7 ans	5 487	55	50 413

Nombre d'options exercées		Augmentation réalisée		Augm. potentielle en euros	
à exercer	Capital	Prime	Capital	Prime	
5 487			7 730	24 259	

Date du conseil 24/07/2001

Date AG déléguant au conseil 31/03/1999

Effet dilutif sur le capital 0.14%

2.2.18. Plan d'attribution gratuite

Le conseil d'administration du 12 Février 2007 a autorisé un plan d'attribution gratuite d'action au profit de certains salariés. Au 30 juin 2007, 74 865 actions sont susceptibles d'être attribuées. Le montant comptabilisé en charge au titre de ce plan s'élève à 33 k€

2.2.19. Avantages accordés au personnel

2.2.19.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

2.2.19.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies : l'obligation du groupe est limitée au versement de cotisations : ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire : les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants ;

Régimes à prestations définies : Le Groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière définies par les conventions collectives. L'obligation est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles (taux de mortalité, taux de turn over, taux d'actualisation et taux d'augmentation de salaire). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application des conventions collectives propres à chaque entité ;
- Fort taux de turn-over (utilisation depuis le 31 décembre 2005 de taux de turn-over propres à la société) ;
- Taux d'accroissement des salaires : 0,5 % ;
- Taux d'actualisation : 4,11 % ;
- Age de départ : 65 ans ;
- Départ à l'initiative de l'employeur.

L'augmentation de l'engagement générée par la modification des barèmes de calcul des indemnités de fin de carrière (conformément à l'avenant n°28 du 28 avril 2004 de la convention collective des bureaux d'études) constituant un coût des services passés a été étalé sur la durée résiduelle moyenne d'activité prévisionnelle soit 20 ans

Depuis le 31 décembre 2005, date à laquelle il a été utilisé une table de turn-over propre à l'entreprise, le Groupe a décidé d'étaler les écarts actuariels de manière linéaire sur 5 ans ».

La réduction ou la liquidation d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi donne lieu à la reprise immédiate, par le compte de résultat, des engagements antérieurement comptabilisés.

L'engagement est constaté au bilan en passifs non courants, pour le montant de l'engagement total, ajusté du coût des services passés différés et des écarts actuariels non comptabilisés. Un rapprochement entre le montant de l'engagement et la provision comptabilisée est présenté en note 2.4.4.

Les dotations propres de la période sont calculées sociétés par sociétés sur la base d'une évaluation de la situation au 31 Décembre 2006. Il n'y a pas eu de nouvelle évaluation au 30 juin 2007, en raison de l'absence de variation significative des effectifs.

2.2.19.3. Autres avantages à long terme

Les seuls avantages à long terme sont liés à la participation des salariés. Ils sont comptabilisés en passifs non courants pour la partie supérieure à 1 an.

2.2.19.4. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de fin de contrat de travail : Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées lors de la mise en œuvre d'une procédure.

2.2.20. Provisions.

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

2.2.21. Actifs et passifs éventuels

Il n'existe pas ni d'actifs ni de passifs éventuels au 30 Juin 2007

2.2.22. Reconnaissance des revenus.

Les revenus du Groupe sont principalement constitués de prestations de services, facturées mensuellement selon la méthode de l'avancement des travaux.

Comme le préconise la norme IAS 18 – Produits des activités ordinaires, les taxes sur le chiffre d'affaires propres à certains pays sont déduites du chiffre d'affaires.

2.2.23. Résultat par action.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, à l'exception des actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives (options de souscription, bons de souscription), retraité des actions d'autocontrôle. Leur nombre est déterminé par application de la méthode du rachat d'actions.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période

2.2.24. Information sectorielle

Groupe Mediagérance ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale «la création et la diffusion de contenus de communication pour le compte de clients », et intervient essentiellement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

2.2.25. Saisonnalité de l'activité

Traditionnellement l'activité enregistrée par Groupe Mediagérance au cours du premier semestre est plus importante que celle du second semestre, compte tenu des mois d'été au cours desquels l'activité s'avère moins soutenue.

Cependant la répartition entre les deux périodes peut évoluer d'un exercice à l'autre. Seule la tendance d'un second semestre plus faible peut être retenue pour indiquer que l'activité annuelle ne peut s'apprécier linéairement par rapport à l'activité du premier semestre.

2.3. Informations relatives au périmètre de consolidation

2.3.1. Périmètre de consolidation au 30 juin 2007

ENTREPRISES	Sièges	N° SIREN	Contrôle	Méthode
GRUPE MEDIAGERANCE	125 rue de Saussure 75017 PARIS	399 364 751	100 %	I.G.
FRANKLIN PARTNER BELGIUM	18 rue du Moniteur 1000 BRUXELLES	Etrangère	100 %	I.G.
MEDIAGERANCE. SAS	125 rue de Saussure 75017 PARIS	350 144 093	100 %	I.G.
Place du Marché (Anc Labo IV)	8 Place du marché 92200 NEUILLY	424 075 042	99.79 %	I.G.
MEDIAGERANCE AUDIOVISUEL	125 rue de Saussure 75017 PARIS	424 867 281	99.80%	I.G.
FRANKLIN PARTNERS	125 rue de Saussure 75017 PARIS	438 623 597	100 %	I.G.
MEDIAGERANCE ASIE	16-03 International Piazza 10 Anson Toad 079903 Singapour	NA	100 %	I.G.
UNIPROD	8 Place du marché 92200 NEUILLY	491 436 846	35.00 %	M E.
GIE DE L'ARBRE	8 Place du marché 92200 NEUILLY	485 119 507	33.33 %	I.P.

2.3.2. Variation de périmètre

- Cession intervenue au cours de la période

Néant

- Acquisition intervenue au cours de la période

Néant

2.4. Notes sur le bilan et le compte de résultat

2.4.1. Actifs non courants

⇒ Immobilisations incorporelles

	30/06/2007	31/12/2006
Immobilisations incorporelles	59	39

Immobilisations incorporelles	59	39
-------------------------------	----	----

⇒ Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées d'agencements et de matériel de bureau et informatique.

⇒ Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont composés des dépôts de garantie et du solde espèce des comptes titres liés au programme de rachat d'actions

⇒ Variation des immobilisations

Brut	31/12/2006	Acquisition	Cession	30/06/2007
Incorporelles	262	35		297
Corporelles	2 639	124	270	2 493
Financières	169	58	1	226
Total	3 070	217	271	3016

Amortissement	31/12/2006	Dotation	Diminution	30/06/2007
Incorporelles	223	15		238
Corporelles	1611	205	235	1580
Financières				
Total	1834	220	235	1 819

Net	31/12/2006	Augmentation	Diminution	30/06/2007
Incorporelles	39	34	14	59
Corporelles	1 029	125	239	913(*)
Financières	169	58	1	226
Total	1 237	217	254	1197

(*) Dont valeur nette des biens pris en location financement : 489 k€

⇒ Impôts différés

Nature	Juin 2007	2006
Déficits activés	14	190
Indemnités de fin de carrière	35	41
Différences temporaires	37	37
Autres immobilisations		
Dépôt de garantie	9	10
Retraitement IFRS		
Total	95	278

2.4.2. Actifs courants

⇒ Autres débiteurs

	30 Juin 07	31-déc-06
Clients	7 635	6 626
Etats & divers	1 004	715
Créances sur cession filiales	269	269
Charges constatées d'avance	345	398
Total Brut	9 253	8 008
Dépréciation Clients	491	497
Dépréciation autres créances	269	269
Total des dépréciations	760	766
Total net	8 493	7 242

Clients	7 635	6 626
Etats & divers	1 004	715
Créances sur cession filiales	269	269
Charges constatées d'avance	345	398

Total Brut	9 253	8 008
------------	-------	-------

Dépréciation Clients	491	497
Dépréciation autres créances	269	269

Total des dépréciations	760	766
-------------------------	-----	-----

Total net	8 493	7 242
-----------	-------	-------

2.4.3. Passifs non courants

⇒ Impôts différés

Nature	30 Juin 07	31-déc-06
Sur Crédit Bail	28	26
Total	28	26

⇒ Provisions à long terme

Le montant des provisions à long terme est exclusivement composé des engagements de retraite

Engagement	Coût des services passés restant à étaler	Ecart actuariels restant à comptabiliser	Charge exercice	Provision au bilan
------------	---	--	-----------------	--------------------

Au 01/01/2007	25	- 64	161	122
---------------	----	------	-----	-----

Droits acquis	6		6	6
Liquidation réduction				
Coût des services passés		2	2	2
Écart actuariels			- 26	- 26

Au 30 Juin 2007	31	- 62	-135	- 18	104
-----------------	----	------	------	------	-----

Coût des services passés restant à étaler	62
---	----

Écart actuariels restant à comptabiliser	- 135
--	-------

Engagement au 30 juin 2007	31
----------------------------	----

⇒ **Emprunts et dettes financières**

Les emprunts et dettes financières diverses représentent la part à plus d'un an des crédits en cours soit : 375 k€ dont

- Crédit à taux variable : 55
- Crédit Bancaire à taux fixe : 122
- Emprunt lié au retraitement du Crédit Bail : 185

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice ni d'aucun autre manquement qui peut amener les créanciers à exiger le remboursement

Les emprunts souscrits ne prévoient pas de covenants

2.4.4. Passifs courants

⇒ **Provisions à court terme**

31-déc-06	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30 Juin 07
-----------	-----------	------------------	----------------------	------------

Provision pour risque	74	11	20	18	47
-----------------------	----	----	----	----	----

⇒ **Autres passifs courants**

Nature	30 Juin 07	31-déc-06
Dettes fiscales et sociales	3 661	3 550
Produits constatés d'avance	320	577
Autres Dettes	458	284
Avances et acomptes	89	
Dettes sur immobilisations		
Total	4 528	4 411

⇒ **Subvention d'investissement**

La quote part des travaux du nouveau siège social prise en charge par le propriétaire est comptabilisée en subvention d'investissement et est rapportée au résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens concernés

Situation au 1 ^{er} Janvier	204
Sommes virées au compte de Résultat	- 16
Situation au 30 juin 2007	188

2.4.5. Autres produits et charges opérationnels

	30 Juin 07	31-déc-06	30 Juin 06
Produits divers	279	311	5
Subventions reçues	17		
Charges diverses	-5	-6	-2
Indemnités reçues Pisan			
Charges pisan			
Provision autres créances			
Résultat sur cession d'immobilisation			
Total	291	305	3

2.4.6. Amortissement et dépréciation

	30 Juin 07	31-déc-06	30 Juin 06
Amortissement	- 219	-408	- 191
Dépréciation d'actif		-31	- 22
Provision pour risques	- 10	-53	- 43
Reprise de provision	25		
Dépréciation écart d'acquisition			
	- 204	-492	- 256

2.4.7. Charges financières nettes

	30 Juin 07	31-déc-06	30 Juin 06
Produits de trésorerie	2		
Intérêts bancaires	- 34	-75	- 35
Dépréciation titres mis en équivalence		-3	
Actualisation dépôt de garantie	2	-3	2
	- 30	-75	- 33

La sensibilité des charges financières liées à une variation des taux d'intérêts n'est pas significative.

2.4.8. Charges d'impôts

	30 Juin 07	31-déc-06	30 Juin 06
Charges d'impôts			
Produits d'impôts			
IFA			
variation impôts différés	- 189	-348	- 231
Neutralisation Impôts sur cession titre groupe			
	- 189	-348	- 231

2.4.9. Résultat par action

Résultat Part du groupe par action : 0.13 €
 Résultat dilué par action 0.13 €.

Le numérateur correspond au résultat net part du groupe, s'élevant à 465 K€ et le dénominateur au nombre d'actions au 30 Juin 2007 après neutralisation des 192 808 actions d'autocontrôle détenues par la petite fille Franklin Partners et des 65 839 actions acquises au cours de l'exercice (3 634 608 actions).

2.5. Autres informations

2.5.1. Nombre d'action composant le capital social

	Action
Au 1er janvier	3 893 255
Au 31 décembre	3 893 255

Toutes les actions sont intégralement libérées

Au 30 Juin 2007, groupe Mediagérance détient 258 647 de ses propres actions

Dont 192 808 par l'intermédiaire de la société Franklin Partners

2.5.2. Informations relatives aux parties liées

Les transactions qui ont lieu entre les parties liées sont de nature commerciale. Elles sont réalisées dans les conditions normales d'exploitation. Les avances en compte courant sont rémunérées

Les transactions entre les sociétés intégrées ont été neutralisées dans les comptes consolidés.

Il n'y a pas de transactions avec les dirigeants.

2.5.3. Evènements postérieurs au 30 Juin 2007

Le groupe Mediagérance a acquis l'intégralité des titres de la société Safran Bleu, agence de communication Media et Hors Media dont l'équipe de deux consultants seniors vient renforcer les compétences du Groupe en matière de conseil stratégique et opérationnel.

Nomination d'un Vice Président en charge du développement stratégique : Olivier Breton, 42 ans, précédemment Président de l'Agence de communication écrite Pléiades, puis Vice Président de Publicis Consultants et Directeur Général de Verbe.

Label « d'entreprise innovante » décerné au Groupe Mediagérance par OSEO Anvar pour sa plateforme de Media Management. A ce titre, la société est éligible aux FCPI.

B/ Rapport sur les comptes arrêtés au 30 juin 2007

Les données consolidées du Groupe Mediagérance

Le Groupe MEDIAGERANCE a enregistré au premier semestre 2007 un chiffre d'affaires de 12,3 M€ contre 12,65 M€ en 2006, soit une baisse de 2,7 % sur la période.

Le résultat opérationnel courant se situe à 710 K€ en 2007 contre 749 K€ en 2006.

Le résultat opérationnel se situe à 684 K€ contre 749 K€ au premier semestre 2006.

Le résultat net est de 465 K€ contre 485 K€ pour le premier semestre 2006.

(en K€ et aux normes IFRS)	30/06/2006	30/06/2007	Variation
Chiffres d'affaires	12 650	12 302	-2,7%
Résultat opérationnel courant	749	710	-5,2%
% du CA	5,92%	5,77 %	
Résultat opérationnel	749	684	-8,6%
Résultat avant Impôts	716	654	-8,6%
Résultat net part du groupe	485	465	-4,1%
% du CA	3,83%	3,78%	
	31/12/2006	30/06/2007	Variation
Dettes nettes	804	555	-31,0%
Capitaux propres	2 963	3 088	+4,2%
Ratio Dettes nettes / Capitaux propres	0,27	0,18	+33,3%

Les faits marquants du 1^{er} semestre 2007

Chiffre d'affaires

Le Groupe MEDIAGERANCE a enregistré sur le 1^{er} semestre 2007 un chiffre d'affaires de 12,3 M€ contre 12,6 M€ en 2006.

La baisse d'activité constatée tient essentiellement à la perte d'un budget important en 2006 au sein de l'activité Marketing (By MEDIAGERANCE), qui n'a pu être que partiellement compensée au cours des six premiers mois de 2007.

Les autres agences de Communication financière (FRANKLIN PARTNERS) et de Création graphique (PLACE DU MARCHE) ont enregistré une progression de leurs activités respectives, ainsi que la nouvelle activité de Media Management.

Résultat opérationnel courant

Compte tenu de la poursuite des dépenses de développement informatique de la plateforme de Media Management - comptabilisés en charges directes - le résultat

opérationnel courant, affiche une bonne résistance face à la baisse d'activité constatée et s'inscrit à 710 K€ contre 749 K€ en 2006.

Le résultat net après impôt s'établit à 465 K€ contre 485 K€ au 30 juin 2006, laissant ressortir une marge nette de 3,8 %.

Eléments financiers

Le ratio Endettement Net / Capitaux Propres traduit une baisse très significative de la dette nette (- 31%) dans un contexte de progression des capitaux propres (+ 4%). Ainsi, Groupe MEDIAGERANCE se trouve dans une situation financière qui lui permet d'envisager une accélération de son plan de développement en mixant investissements et projets de croissance externe.

Evènements récents

- juillet 2007 : acquisition de Safran Bleu. Agence de communication Media et Hors Media dont l'équipe de deux consultants seniors vient renforcer les compétences du Groupe en matière de conseil stratégique et opérationnel.
Principaux clients : Chronopost / La Poste, Infogreffe, Cafés Legal, Castel, Natexis.
- Nomination d'un Vice Président en charge du développement stratégique : Olivier Breton, 42 ans, précédemment Président de l'Agence de communication écrite Pléiades, puis Vice Président de Publicis Consultants et Directeur Général de Verbe.
- 31 juillet 2007 : label « d'entreprise innovante » décerné au Groupe Mediagérance par OSEO Anvar pour sa plateforme de Media Management. A ce titre, la société est éligible aux FCPI.

Les données individuelles relatives à la SA Groupe MEDIAGERANCE

Les comptes sociaux de la Holding Groupe MEDIAGERANCE présentent en 2007 un CA semestriel de 1.422 K€ contre 1.224 K€ en 2006 et un Résultat d'exploitation de 110 K€ contre - 58 K€ en 2006.

C/ Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société GROUPE MEDIAGERANCE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir

l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 19 octobre 2007

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Dominique LAURENT

ANG

Christophe NOS